

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 08 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUMIKA POLYMER COMPOUNDS France SA

ZI du Bois de Leuze
13310 Saint-Martin-De-Crau

Références : D-0196-2025
Code AIOT : 0006404831

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement SUMIKA POLYMER COMPOUNDS France SA, implanté ZI du Bois de Leuze – 13 310 Saint-Martin-de-Crau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'effectue dans le cadre de l'action coup de poing 2025 "perte d'utilités", menée sur l'intégralité de la région PACA. Cette action fait suite à des événements récents, qui ont fait apparaître une problématique associée à la gestion de perte d'électricité, et au défaut ou au manque de secours visant à pallier cette perte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUMIKA POLYMER COMPOUNDS France SA
- ZI du Bois de Leuze – 13 310 Saint-Martin-de-Crau
- Code AIOT : 0006404831
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUMIKA POLYMER COMPOUNDS développe, commercialise et fabrique des composés thermoplastiques de haute technicité.

Elle est autorisée à exploiter une installation de transformation de matières plastiques sur son site de Saint-Martin-de-Crau par l'arrêté préfectoral n°169-06 A du 9 janvier 2008, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-224PC du 29 septembre 2014, l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-103PC du 8 avril 2022 et l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025-64 PC du 12 mars 2025.

L'établissement est classé à Autorisation sous la rubrique 2661-1-a - Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression et à Enregistrement sous la rubrique 2662-1 - Stockage de polymères.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 'perte d'utilités '

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Localisation des risques. | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 2 | Consignes d'exploitation et de sécurité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 3 | Documents de l'installation. | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 4 | Moyens d'intervention en cas d'accident. | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 5 | Moyens d'intervention en cas d'accident. | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 6 | Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | / | Sans objet |
| 7 | Actions engagées pour la mise en sécurité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | / | Sans objet |
| 8 | Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 | / | Sans objet |
| 9 | Maintenance | Arrêté Ministériel | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---------------------------|--|-------------------|
| | utilités et dispositifs de secours électrique | du 04/10/2010, article 52 | | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune suite administrative n'est proposée à M. le Préfet à l'issue de cette visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à réception de la lettre de suite préfectorale |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>À l'issue de la visite d'inspection du 08/10/2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de compléter le plan de localisation des risques.</p> <p>Par courriel du 20/12/2024, l'exploitant a adressé à l'Inspection le plan complété.</p> |

Concernant le questionnement de l'Inspection relatif aux silos extérieurs de stockage de matières premières et produits finis non retenus dans l'étude ATEX, l'exploitant a indiqué que ce point serait évoqué avec le prestataire lors de l'actualisation de l'étude ATEX, suite à la mise en service du nouvel atelier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à réception de la lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

À l'issue de la visite d'inspection du 08/10/2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant d'établir les consignes relatives à :

- à l'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales en cas d'incendie ;
- aux conditions et modalités de mise en fonctionnement du rideau d'eau.

Par courriel du 20/12/2024, l'exploitant a adressé à l'Inspection la consigne générale incendie complétée avec les consignes susmentionnées.

Par ailleurs, l'exploitant a défini et rédigé une procédure de gestion des bassins d'eaux pluviales, définissant entre autres, la surveillance et l'entretien des bassins.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Documents de l'installation.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plans et documents |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à réception de la lettre de suite préfectorale |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les plans, en particulier, pour les installations concernées : • les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; • le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ; • le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; • le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ; • le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ; • le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ; |
| <p>Constats :</p> <p>À l'issue de la visite d'inspection du 08/10/2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan du magasin de produits finis.</p> <p>Par courriel du 19/12/2024, l'exploitant a adressé à l'Inspection le plan complété.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Procédures de contrôle et de maintenance |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/10/2024 |

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à réception de la lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

Constats :

À l'issue de la visite d'inspection du 08/10/2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de faire connaître, sous un mois au plus tard, les actions correctrices engagées pour répondre à la non-conformité mentionnée dans le dernier compte-rendu de vérification semestrielle du dispositif de sprinklage (plusieurs supports de fixation situés à moins de 10 cm d'une tête sprinkleur).

Par courriel du 19/12/2024, l'exploitant a informé l'Inspection qu'une commande avait été passée, en date du 25/10/2024, auprès de la société CLF Satrem pour lever la non-conformité. Les travaux ont été réalisés le 23/12/2024. En séance, l'exploitant a transmis à l'Inspection une copie de la facture et du bon d'intervention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des défaillances

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à réception de la lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures

compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

À l'issue de la visite d'inspection du 08/10/2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant définir et rédiger une consigne relative aux conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie.

Par courriel du 19/12/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le document intitulé "Plan d'urgence Incendie" définissant pour chacun des équipements et moyens de lutte contre l'incendie les mesures compensatoires définies en cas de défaillance.

En cas de défaillance du réseau sprinklage, l'exploitant met en place une ronde de surveillance, dans le local sprinklé jusqu'à ce que la défaillance soit soldée. Pendant les jours non ouvrés, cette surveillance est sous-traitée à une société extérieure de surveillance-gardiennage. En séance, l'Inspection recommande également à l'exploitant d'informer les services d'incendie et de secours de l'indisponibilité du réseau sprinklage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions régionales, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

[...]

Constats :

Le site SUMIKA est alimenté par une ligne électrique (pas de deuxième ligne de secours) dont le poste de livraison se trouve en limite de propriété.

Sur le site, il existe 5 postes de transformation, récemment mis en boucle.

Les utilités desservies par l'électricité sont :

- l'air comprimé ;
- une partie de l'eau industrielle (forages).

En cas de coupure électrique, l'ensemble de la production s'arrête. L'exploitant estime qu'après rétablissement de l'électricité, il lui faut entre 2 et 3 heures pour reprendre la production (ce délai est nécessaire pour remettre en chauffe les extrudeuses, et les purger de la matière plastique présente au moment de la coupure électrique).

L'exploitant n'a identifié aucun scénario d'accident majeur en cas de perte d'utilité électrique, en particulier, aucune installation ne nécessite selon lui d'être mise en sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Procédures & Consignes

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

[...]

Constats :

Sans objet : aucune installation ne nécessite d'être mise en sécurité, en cas de perte d'utilité électrique, d'après l'exploitant

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Pérennité = 48h ?

Prescription contrôlée :

Article 56
Utilités.

[...]

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

[...]

Arrêté du 04/10/2010
Art. 64 « Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

Au regard des installations de secours, l'Inspection note les éléments suivants :

- La centrale de détection incendie (installée fin d'année 2024) dispose d'une batterie de secours de 12 v. Concernant l'autonomie de la batterie, l'exploitant a adressé à l'Inspection un extrait de la notice qui indique que : "pour 60 heures, le courant disponible est de 115 mA maximum". **L'exploitant devra préciser si le courant fourni par la batterie est suffisant pour alimenter la centrale incendie.**
- La moto-pompe thermique du dispositif de sprincklage dispose d'un réservoir de fuel de 140 L, représentant une autonomie d'environ 6 heures d'après l'exploitant (évaluation basée sur la consommation de la motopompe : env. 23 L/h). Une cuve de fuel, d'une capacité de 400 L (soit une autonomie d'environ 17 heures) est également présente dans le local moto-pompe. Le jour de la visite, l'Inspection a constaté que le réservoir de la moto-

pompe était quasi-plein et que la cuve de fuel contenait près de 350 L.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions régionales, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

Pour rappel, l'exploitant n'a pas identifié de scénario d'accident majeur lié à une perte d'utilité électrique.

Concernant les installations électriques, le site a établi un contrat d'entretien et de maintenance des postes de transformation avec la société Cel France, qui intervient tous les 2 ans.

Concernant la centrale de détection incendie, cette dernière ayant été installée fin d'année 2024, l'exploitant est en train d'établir un contrat de maintenance. L'exploitant précise qu'il existe une alarme sur défaut de la batterie.

Concernant la moto-pompe du dispositif de sprinklage, les vérifications hebdomadaires (sous-traitées à une société extérieure) comprennent notamment un test de démarrage de la moto-pompe et une vérification du niveau de fuel. Une vérification de la tension des batteries au démarrage est effectuée tous les semestres. L'exploitant précise qu'il existe une alarme sur défaut de tension des batteries et sur niveau bas (3/4 de la jauge) du réservoir de la moto-pompe.

Type de suites proposées : Sans suite